

GRAND DÉBAT NATIONAL
COMMISSION DE QUARTIER ERMITAGE – LA VARENNE
Réunion publique du 20 février 2019 à 20h
Animateurs (élus) : Bernard PETERLONGO et Emmanuel GUILLON
Rapporteurs (élues) : Agnès FAUGERON et Nathalie VOYER

RAPPORT DES DÉBATS

Assistance : 30 personnes présentes dont 6 élus et une personne des services.

Lecture est donnée de la charte et de l'organisation du débat. Chaque thème est introduit par un animateur en déclinant les questions qui lui sont attachées. Les rapporteurs n'interviennent pas dans le débat.

I/ Démocratie et Citoyenneté

1.1) Le vote blanc : avis partagés

Il est évoqué le fait que tout le monde n'a pas nécessairement fait de droit constitutionnel et qu'ainsi, il peut être difficile de répondre aux questions soulevées. Néanmoins, comme il s'agit de valeurs communément admises par tous, partagées dans les droits de l'Homme, un avis peut être exprimé.

Un rappel de la différence entre le vote blanc et le vote nul est réalisé par les élus.

- Comment tenir compte du vote blanc ?
- Pourquoi la question se pose-t-elle maintenant ?

Si le vote blanc était considéré, il y aurait peut-être une meilleure participation lors des élections. Néanmoins, le vote blanc pourrait bloquer le système avec un risque au 2^{ème} tour de blocage institutionnel. En effet, il ne faut pas que le vote blanc remette en cause la légitimité du candidat élu.

Le vote blanc est utile pour exprimer un choix autre que ceux proposés. Pourquoi ne pas compter ceux qui ne se déplacent pas ?

« En France, nous avons la chance de pouvoir voter, on a un choix à faire et il faut toujours faire un choix dans la vie, même si ce n'est pas la solution idéale. »

1.2) Vote obligatoire : avis défavorable

La devise française « Liberté, Egalité et Fraternité » n'est pas cohérente avec l'obligation de vote.

« Nous sommes en démocratie, les gens qui ne se déplacent pas ont fait un choix, il ne faut pas remettre en cause la légitimité de la démocratie ».

1.3) Proportionnelle

Il est nécessaire qu'une majorité se dégage mais en même temps, il faudrait que tous puissent être représentés. Il est rappelé que par le passé, la proportionnelle provoquait des renversements de majorité.

Proposition : injecter une petite dose de proportionnelle pour que tous les courants politiques puissent être représentés sans bloquer le système législatif.

1.4) Nombre de parlementaires et institutions

Le rôle des parlementaires doit se poser et être connu de tous si l'on diminue leur nombre. L'avantage de supprimer une institution est que cela pourrait réduire la durée nécessaire à l'adoption d'une loi.

Propositions concernant le nombre de parlementaires :

- *Faire connaître à la population le rôle des élus.*
- *Imposer aux parlementaires d'être présents dans l'hémicycle.*
- *Attention : si l'on diminue leur nombre ils ne pourront plus être présents sur le terrain. Il faudrait donc avoir un député (majeur) dans l'hémicycle et l'adjoint dans les commissions.*
- *Réduire plutôt le nombre de sénateurs que celui des députés.*
- *Pas de suppression du Sénat, mais il faudrait revoir leur mode d'élection.*

Propositions concernant les institutions :

- *Pourquoi ne pas créer un conseil des citoyens tirés au sort comme les jurés ?*
- *Il faut opérer un renforcement du Conseil Economique et Social pour connaître plus largement les avis exprimés.*

1.5) Immigration

Un rappel est fait afin de distinguer l'asile politique et l'immigration économique. La France est considérée comme une terre d'asile, il faut prendre conscience que l'on a des devoirs vis-à-vis des étrangers.

Propositions :

- *Fixer des quotas en fonction des besoins économiques du pays*
- *Réflexion à mener au niveau européen pour l'harmonisation*

1.6) Laïcité

Pour une meilleure vie en communauté et une meilleure connaissance de l'autre la proposition est faite d'enseigner l'histoire des différentes religions à l'école.

II/ Impôts et dépenses publiques

Il est rappelé par un participant que la France est le pays où la répartition des impôts est la plus égale des états occidentaux.

2.1) Évasion fiscale

Propositions :

- *Soumettre à un contrôle moral les niches fiscales voire les supprimer.*
- *Simplifier la fiscalité pour réduire la fraude.*
- *Mettre les moyens nécessaires à la chasse au travail au noir, afin de réduire les montants qui ne sont pas perçus par l'Etat.*

2.2) Transparence au regard de la population

Propositions :

- *Donner une information plus complète de l'utilisation des impôts pour que les gens en comprennent l'utilité*
- *Transparence de l'utilisation des impôts, bonne vision des dépenses pour encourager le paiement.*
- *Transparence au niveau des prestations des soins afin que chacun en connaisse le coût.*

2.3) Répartition des impôts

Propositions :

- *Mettre en place des tranches d'imposition plus élevées pour les ménages plus aisés si il n'y a plus d'ISF.*
- *1 euro reçu doit correspondre à 1 euro déclaré (salaires, primes, allocations, aides...).*
- *Demander à chaque Français de payer ses impôts avec la mise en place d'un impôt symbolique à 1€ pour les plus petits revenus sans exception.*
- *Baisser la TVA sur les produits de première nécessité.*
- *Créer une « Taxe Machines » pour celles qui remplacent le travail de l'humain et ainsi générer un Revenu Universel.*

2.4) Économies

Il faut être prudent vis-à-vis de la baisse des services publics au profit d'agences privées : quel coût supplémentaire cela engendre-t-il et pour quels résultats in fine ?

Propositions

- *Revoir les responsabilités de la Cour des Comptes afin qu'elle devienne un organisme incontournable et vérifier que ses recommandations sont bien appliquées en lui donnant les pleins pouvoirs.*

- *La dématérialisation peut être une source d'économies, mais il faut être vigilant au regard des zones blanches et du manque de moyens de certains des concitoyens (accès à un ordinateur, manque de formation...).*
- *Une fois le mandat des présidents achevé, il faut qu'ils redeviennent des citoyens normaux sans avantages liés à leur ancienne fonction.*

2.5) Une imposition au service de la population

POUVOIR D'ACHAT

Le pouvoir d'achat est un mot absent des débats d'après les participants. Une fois toutes les nécessités payées, quel budget reste-il aux ménages pour le temps libre, les loisirs ?

Propositions :

- *Régularisation des prix par l'Etat.*
- *Déterminer un « Reste à vivre » adéquat qui serait ajusté selon les revenus.*
- *Baisser la CSG.*
- *Mise en place d'une taxe carbone.*

PACTE SOCIAL

Il est vital de remettre l'humain au cœur du système afin que nul individu ne soit laissé de côté. Le schéma social doit être envisagé dès à présent et comprendre l'arrivée des générations à venir.

Propositions :

- *Prévoir un système d'insertion des jeunes dans le travail.*
- *Rappeler le principe d'égalité pour les retraites.*
- *Proposer de nouvelles solutions au problème de la dépendance vieillesse.*

III/ Organisation de l'État et des collectivités publiques

De manière générale, les participants évoquent le fait qu'ils ne sont pas suffisamment informés du coût du service public.

3.1) Désertification des zones rurales

Dans le cadre de la métropolisation accrue des grandes villes, certains territoires se retrouvent complètement isolés de la couverture du service public. Dans la mesure où l'acquittement de l'imposition émane de tous, il est crucial que chacun puisse avoir accès à la même prestation de service public sans grande distance à parcourir.

Propositions :

- *Créer des « Maisons du citoyen » polyvalentes pour accompagner les usagers dans les démarches administratives dans toutes les communes. Ces maisons peuvent être également intergénérationnelles avec par exemple des services civiques en charge d'accompagner les personnes âgées à l'utilisation des services en ligne. Elles peuvent être localisées dans les*

mairies, les bureaux de poste ou chez les commerçants de proximité et accompagnées par le biais de formations adaptées.

- *Mettre en place des équipes mobiles/services itinérants dans tous les domaines administratifs qui sillonnent les territoires et interviennent en direct auprès de la population.*
- *Créer des « Maisons de Santé » en milieu rural.*

3.2) Carrière professionnelle

L'objectif évoqué serait d'arrêter d'opposer le fonctionnement du public à celui du privé en passant par une harmonisation du système.

Propositions :

- *Harmoniser le temps de travail, la rémunération et les congés entre le public et le privé.*
- *Favoriser le passage professionnel du public au privé et inversement.*

3.3) Millefeuille administratif

Selon les participants, l'organisation actuelle des institutions donne le sentiment d'une superposition de strates administratives dont le rôle est perçu comme peu clair et parfois redondant. Parallèlement, il est évoqué la nécessité que ces administrations conservent une proximité avec la population.

Propositions :

- *Renforcer le rôle des communes par rapport aux départements et aux régions en donnant plus de pouvoirs aux maires.*
- *Supprimer les communautés de communes.*
- *Eviter les doublons dans les compétences des institutions qui ont tendance à se chevaucher.*
- *Revenir à l'ancien découpage des régions qui permettait davantage de proximité et qui engendrait à priori moins de coûts.*

IV/ La transition écologique

Un accompagnement de la population dans la transition écologique est demandé. Il est demandé que cette réflexion soit menée sur une échelle globale dès à présent et qu'un système d'aides financières ainsi que des délais d'application raisonnables soient mis en place. L'objectif est que la politique fiscale en matière d'écologie soit claire, durable et connue de tous en communiquant activement sur les outils mis à la disposition des Français.

4.1) Énergies

L'éolien ainsi que le photovoltaïque sont globalement issus de fabrication étrangère. **Pourquoi ne pas favoriser la production française et ainsi créer de nouveaux emplois sur notre territoire ?**

Propositions de financements pour la transition écologique :

- *Instaurer la taxe carbone*
- *Taxer le transport routier étranger par une vignette (écotaxe)*

Les véhicules électriques ne semblent pas constituer une solution durable dans la mesure où il est difficile de les recycler et que les métaux nécessaires à leur fabrication sont rares.

Propositions concernant le carburant des véhicules :

- Développer l'éthanol, avec une mise en place d'aides destinées aux acheteurs des véhicules ainsi qu'aux agriculteurs qui le produisent.
- Accompagner la disparition du diesel au fur et à mesure.

Propositions d'outils pour les Français :

- Prévoir un crédit à taux zéro pour aides écologiques.
- Revoir à la hausse les plafonds des aides à la transition écologique.
- Proposer des diagnostics gratuits afin de déterminer les postes de travaux nécessaires chez soi et obtenir les aides en fonction
- Améliorer la communication sur les services et dispositifs existants et développer le conseil sur les économies d'énergie
- Remplacer la publicité diffusée à la télé par des cours de quelques minutes sur l'écologie

4.2) Transports

Dans le cadre des transports, un souhait de mutualisation ressort des échanges. Il en demeure néanmoins la nécessité de renforcer l'offre de transport urbain telle qu'elle est proposée aujourd'hui.

Propositions :

- Repenser un réseau de pistes cyclables intercommunal et veiller à son bon entretien. Pourquoi ne pas insérer les pistes cyclables au milieu des voies de circulation ?
- Développer l'offre de transports en communs.
- Favoriser les déplacements collectifs par le biais de taxis partagés ou du covoiturage.
- Encourager les entreprises à proposer un Plan Mobilité à leurs salariés afin de réduire le transport individuel.
- Envisager un urbanisme écologique.

4.3) Divers

- La transition écologique ne s'amorce pas uniquement par le vote de lois, de règlements. Il est rappelé qu'il revient aussi à la population d'accepter de changer de mode de vie que ce soit dans les déplacements, ou dans le cadre de l'habitat par exemple.
→ L'Etat devrait jouer un rôle dans cette sensibilisation des Français.
« Tout comme on consulte un médecin pour sa santé, il faudrait pouvoir consulter un "énergéticien" afin d'adapter son mode de vie. »
- La pollution est un enjeu majeur dans la préservation de l'environnement. Parallèlement aux déchets, il ne faut pas oublier la pollution lumineuse engendrée par l'éclairage public qu'il faut aussi penser à diminuer.